



Proletaires de tous les Pays, Unissez-vous.

LA LUTTE OUVRIERE

Organe hebdomadaire du Parti Ouvrier Internationaliste (BOLCHEVICK-LENINISTE). — SECTION FRANCAISE DE LA IV^e INTERNATIONALE

15, passage Dubail, 15
PARIS (10^e)
Abonnements :
1 an 12. »
6 mois 6. »
Compte chèque postal :
Bardin Alfred
N° 1907.81
Paris



PREMIERE ANNEE. — N. 17 LE N° : 30 CENTIMES
SAMEDI 30 OCTOBRE 1936

**Le comité des Forges
«refuse de communiquer
ses prix de revient.»
Imposez le con-
trôle ouvrier et
l'abolition du
secret commer-
cial !**

On fait "payer" les riches :

Le budget Auriol : 20 milliards pour la guerre impérialiste Dégrèvements pour les gros capitalistes

Les radicaux unanimes

FACE A LA POLITIQUE DE LA MAIN TENDUE, LES OUVRIERS ET LES PAYSANS DOIVENT PREPARER LA LUTTE POUR BALAYER LA BOURGEOISIE ET SES LAQUAIS, FASCISTES ET RADICAUX, PAR LES COMITES D'USINE, DE RUE, DE VILLAGE, PAR LA MILICE OUVRIERE

Il suffit, pour quiconque doute encore que l'alliance avec les radicaux, est pour le prolétariat et les travailleurs la plus effroyable des dupes, de consulter, non le *Populaire* et l'*Humanité*, qui ont complètement camouflé les réquisitoires férocesment antiouvriers de « leurs amis », mais de lire simplement le texte de la déclaration finale du Congrès de MM. Chautemps, Daladier, Herriot, Roche et Cie.

L'essence de ce texte consiste dans un double ultimatum, qui peut se résumer ainsi :

« Nous radicaux, fidèles soutiens de l'impérialisme français, nous ne consentirons à rester auprès de vous, socialistes et communistes, qu'à la condition en premier lieu que vous imposiez par la force armée aux ouvriers de ne pas bouger, tandis que l'offensive la plus implacable des gros patrons les dépouilles des avantages acquis, au delà même des lois sociales du Front populaire ; en deuxième lieu, à la condition que vous, socialistes et communistes, laissiez assassiner par les canons et avions fascistes, vos frères d'Espagne. » Ceci est traduit par l'*Humanité* « réalisation du programme commun, défense de la liberté dans l'ordre. »

Mais quand la presse réactionnaire salue avec enthousiasme « le geste des deux mains, faisant face au poing tendu », quand M. Milhaud, chef radical, déclare que le « 33^e Congrès a été celui de la *Marseillaise* », quand l'hitlerophile et doriotisant Roche déclara « l'important, c'est d'avoir fait triompher des principes qui sont la base même d'une campagne de quatre mois », quand le chef des chefs radicaux Maurice Sarraut expliqua : « notre parti ne représente pas seulement une classe, mais toutes les classes », on s'aperçoit que, ainsi que l'expliquait autrefois l'*Humanité*, le Parti radical est resté le chien de garde le plus fidèle de l'impérialisme français. C'est à ce chien de garde que les chefs socialistes et communistes s'obstinent à attacher le prolétariat.

Le discours de Blum à Narbonne, se félicitant des résultats acquis et de l'unité du Gouvernement et des radicaux, semble avoir été écrit les yeux complètement bandés à la manière des pythonnisses. Tandis que Blum parle des grands bienfaits de l'action gouvernementale, des réformes conquises par l'occupation des usines, qu'un Parlement en complet désarroi se hâta d'entériner la peur de la révolution, tandis qu'il

énumère un chapelet de réformes nouvelles en faveur des communs, des chômeurs, des contribuables, qui subiront le même sort que toutes les réformes dans le régime du capitalisme pourrissant, le journal officiel du même Blum, le *Populaire* nous annonce que le grand capital a comme mot d'ordre « d'accentuer le chômage en refusant les ordres et en débauchant le plus possible de personnel », que les grosses entreprises du fer, de l'acier, de la houille, de l'alimentation, du papier, etc., augmentent leur prix de 40 et 50 pour 100.

Dans les usines, dans les chantiers, dans les bureaux, dans les fermes, les avantages acquis sont déjà réglés et même dépassés, dans le sens d'une aggravation dix à quinze pour cent au moins par la spéculation et les manœuvres.

Que signifie dans ces conditions l'éloquence ministérielle ? Que l'expérience de renflouement du régime capitaliste, de ce régime dont l'ennemi de classe est le maître souverain, se retourne non seulement contre ses auteurs, Blum-Thorez, Jouhaux et Cie, ce qui ne serait à tout prendre qu'une sanction méritée, mais surtout contre la classe ouvrière elle-même.

Telle est la grande leçon que les bolchévicks-léninistes, seuls, ont dégagée dans toute la période actuelle : Il n'y a plus un sou, une miette à attendre en dehors d'une offensive généralisée, contre le capitalisme et son état, la république bourgeoise. Il faut s'attaquer directement aux profits, aux privilèges de MM. Mercier, de Wendel, Schneider, de Peyerhoff. Il faut les exproprier !

Or, on ne peut mener l'offensive avec l'ennemi dans sa propre formation, et l'ennemi, c'est aussi les radicaux, avec lesquels les chefs communistes et socialistes ne veulent absolument pas rompre, et qui somment même avec succès ces derniers de capituler sur toute la ligne.

Le Parti ouvrier internationaliste leur dit clairement ce qui est, ne leur dissimule pas les crimes et les difficultés.

C'est pourquoi il les appelle inlassablement :

A chasser les chefs radicaux pourris !

A se rassembler dans un Front prolétarien révolutionnaire.

A constituer leurs Comités d'usine, de rue, de village.

A préparer le plan de la contre-offensive par le Congrès des délégués d'usine !

L'U.R.S.S. et la non intervention

Des armes pour défendre Azana ?

Ou pour le Pouvoir ouvrier en Espagne ?

La décision de l'U.R.S.S. de reprendre sa liberté vis-à-vis des décisions du Comité de « non intervention » ont reposé avec netteté la question du caractère international de la révolution espagnole, et par conséquent de son caractère socialiste.

L'*Ouvre* du 24 écrit à ce sujet : « Le gouvernement de Moscou, inquiet de la propagande trotskyste internationale qui l'accuse depuis juillet de trahir les intérêts du prolétariat espagnol, ne laissera certainement pas égarer les républicains... » L'*Ouvre* note aussi que l'U.R.S.S. n'a cependant pas qualité de comité de non intervention et ajoute : « Elle aurait pu le faire, et dans les milieux communistes internationaux que travaille la propagande de la IV^e Internationale, on lui reprochera certainement de n'avoir pas été jusqu'à... »

D'autre part, le *Temps* rapporte des notes anglaises, italiennes et allemandes qui signalent les débarquements de matériel de guerre russe (tanks, avions, grenades, fusils) à Carthagène.

Ainsi, la question de l'aide militaire de l'U.R.S.S. à l'Espagne est clairement posée et, dans une petite mesure, résolue. Ces nouvelles ont suscité dans le mouvement ouvrier un grand enthousiasme et, d'un point de vue pratique, on ne peut que se féliciter de la décision du Kremlin.

Mais, quelle Espagne la Bureaucratie soviétique se propose-t-elle de soutenir, et dans quel but ?

D'abord, on peut remarquer que l'aide soviétique (comme l'aide allemande ou italienne) n'a aucun caractère commercial. Il s'agit d'un soutien militaire prenant un caractère éminemment politique. Hitler, Mussolini et Salazar soutiennent Franco au nom de la défense du capitalisme contre la révolution sociale européenne. Au nom de quoi Staline offre-t-il ses bons offices à Azana ? Il serait puéril de dire que l'U.R.S.S. use de la liberté du commerce. En URSS, le commerce extérieur est monopolisé ; le commerce d'armes plus que l'autre. Si l'U.R.S.S. envoie de l'armement en Espagne, ce n'est pas au nom du profit commercial, c'est au nom d'une conception déterminée de la lutte politique. Mais laquelle ?

Staline, Vorochilov et autres, dé-



Les jeunes révolutionnaires espagnols ne donnent pas leur vie pour M. Azana, mais pour l'Espagne Soviétique

clarèrent maintes fois que l'Armée Rouge n'est destinée qu'à la protection des frontières de l'U.R.S.S., mais les faits viennent de la forcer à faire une légère incursion à l'extérieur... à l'autre bout de la Méditerranée, sous forme de transports de tanks, d'avions, de cadres militaires techniques, etc... Ce simple fait ruine les affirmations sur la possibilité de servir, même dans la plus faible mesure, la révolution, en se restreignant dans les frontières nationales.

Mais encore faut-il savoir à qui, et en échange de quoi l'U.R.S.S. se dispose à aider « l'Espagne républicaine ». Or, malgré l'apparence, l'aide soviétique rentre entièrement dans le cadre de la politique nationale de la bureaucratie soviétique.

La bureaucratie soviétique a mobilisé, après trois mois de lutte en Espagne, les ouvriers sous le mot d'ordre d'aide à « l'Espagne républicaine ». Or, l'Espagne républicaine, cela signifie aujourd'hui Azana et Companys, c'est-à-dire le dernier refuge de la bourgeoisie démocratique et du capitalisme libéral. La révolution espagnole a mis aux prises le prolétariat, luttant pour l'expropriation du capital et le renversement de l'Etat bourgeois — et le capitalisme clérical, fasciste et monarchique, appuyé sur l'impérialisme mondial (anglais, italien en tête). Coincés dans cet étau,

Azana, Prieto et Companys maintiennent une façade. Les uns, comme Azana, font mine de se solidariser avec les organisations ouvrières, tandis que, les autres, comme Prieto, penchent ouvertement pour le compromis avec Franco. En réalité, l'Espagne républicaine est un mythe, une duperie, une supercherie grâce à laquelle la révolution peut être prise au piège et étranglée.

L'aide militaire doit être apportée « aux milices ouvrières, aux comités d'ouvriers et de paysans », et non à l'appareil administratif hérité de Azana et de Companys. Cet aide militaire doit être entièrement contrôlé et utilisé par le prolétariat pour vaincre et affermir la révolution, et c'est bien ainsi que tendent les masses ouvrières soviétiques.

Mais la bureaucratie entend la chose autrement : On débarque le matériel à Carthagène, et non à Barcelone. La bureaucratie veut soutenir le mythe républicain espagnol, et certainement, au lieu que ses envois soient contrôlés par le prolétariat, c'est elle qui contrôle l'administration « républicaine » et qui s'efforce de contrôler aussi la classe ouvrière, dans laquelle le Parti communiste espagnol est incapable de jouer ce rôle.

(Lire la suite en deuxième page)

La Belgique devant le dilemme

Dictature fasciste ou dictature prolétarienne

Depuis les dernières élections, la situation n'a fait qu'empirer en Belgique. Degrelle trouve chaque jour un public très large. En fait de répulique, on plaisante les rexistes aux Chambres. On les fait passer pour des enfants.

Le gouvernement après avoir frappé nos camarades belges, frappe à droite. Il n'en faut pas plus aux bonzes incapables de la social-démocratie belge et internationale pour pousser un large soupir. Les gosses rexistes étaient quand même bien inquiétants. Mais si le gouvernement les tient à l'oeil, alors on est sauvé. C'est là le langage non seulement des dirigeants belges, mais aussi de socialistes (?) français (lire A. Leroux dans le *Populaire*). Pour eux, il ne peut être question d'intervention ouvrière. Le gouvernement nous sauvera ! Cela n'empêche pas Brunfaut, au dernier Congrès du P. O. B. de déclarer que « Van Zeeland sera le Dolfuss de la Belgique ». Comme on le voit, le P. O. B. est cohérent (dernier détail : Brunfaut a voté la motion d'unanimité).

Ainsi donc, aujourd'hui, Van Zeeland est le héros du jour. Il mène, ose-t-on déclarer, la lutte antifasciste. Et vive le Gouvernement ! crient les bonzes. Voilà où on en est.

La manifestation de dimanche à Bruxelles grâce à lui, a dit-on, échoué pour Degrelle. Cela est faux.

Degrelle a marqué un point. Il s'est posé comme le champion de la « prise révolutionnaire du pouvoir ». Tous ceux pour qui Van Zeeland est devenu impopulaire regarderont de son côté. Van Zeeland. Il s'en est moqué, l'a tourné en dérision. Fort heureusement pour les travailleurs belges, Degrelle, pour l'instant, a une influence considérable, mais diffuse et assez informe. Mais cette mobilisation n'est qu'un premier pas. D'autres suivront qui lui permettront de préciser et de former son organisation de combat, d'aguerir ses gens. Degrelle a surtout cherché à marquer une étape dans le développement de son mouvement. Dans ce sens, il a réussi.

Déjà, on sent chez lui cette préoccupation de préciser son organisation. Dimanche prochain, il prépare une série de manifestations dans le pays. Et cette fois, l'importance des manifestations sera au moins aussi considérable. Il prétend en organiser à Charleroi, Liège et quelques autres centres ouvriers. Il attend là Van Zeeland, car il sait que là, il déchaînera la colère ouvrière.

Le parti catholique s'effondre. N'est-ce pas là un signe de la décomposition de la démocratie (?) belge ? Et dans ce cas, cet autre pilier de la démocratie qu'est le P. O. B. n'en subit-il pas le contre-coup ? Il faut répondre par l'affirmative.

Le dernier congrès du P. O. B. qui avait lieu, en même temps qu'avait lieu la manifestation rexiste, se tenait « sous le signe de la Foi, de la Force, de l'Unité et de la Démocratie ». En réalité, ce fut l'étalage et la démonstration des pires contradictions. Avec beaucoup plus d'hypocrisie, quelque chose comme le congrès de Biarritz. (Lire la suite en deuxième page)

Russie 1917-Espagne 1936

Pour l'anniversaire de la Révolution russe d'Octobre, dirigée par Lénine et Trotsky.
Pour la lutte contre la répression stalinienne et la Commission d'enquête sur le procès de Moscou.
Pour le soutien de la révolution prolétarienne espagnole, En masse au

Grand meeting le samedi 7 novembre

Salle Albouy, 39, rue Albouy, Paris 10^e à 20 h. 30

Orateurs

J. Rous — Fred Zeller — P. Naville & Walter Dauge

du Parti Socialiste Révolutionnaire de Belgique

Un camarade espagnol

ENTREE : 2 FRANCS.

LA LUTTE INTERNATIONALE

Le Parti Socialiste Révolutionnaire en Belgique

La Section belge de la IVE Internationale s'est constituée dimanche 11 octobre. Son congrès constitutif groupait des délégués des groupes d'Action Socialiste Révolutionnaire et du groupe Spartacus. Des militants des principales régions ouvrières de Belgique décidèrent, après un ample débat, la création du Parti Socialiste Révolutionnaire, adhérent au Secrétariat pour la IVE Internationale. Le journal s'appellera dorénavant : *La Lutte Ouvrière*. En adoptant le nom de notre journal, nos camarades belges ont montré l'accord étroit qui unissait leur action à celle de notre P. O. I.

La naissance du P. S. R. belge a été saluée par une offensive acharnée de la bourgeoisie. L'équivalence et les attaques se sont multipliées contre nos amis. Ces attaques n'ont fait que développer leur espoir de lutte et de résistance. Le fascisme joue aussi sa carte en Belgique. La guerre s'y prépare intensément. Mais la classe ouvrière, fourvoyée par les chefs réformistes et stalinistes, se réveille. Nos camarades du P. S. R., mêlés à leur lutte, seront à l'avant-garde.

Vive le Parti Socialiste Révolutionnaire de Belgique !

Vive la IVE Internationale !

Salut à « Fight for the Fourth International »

Les bolchévik-léninistes anglais viennent de publier le premier numéro de leur journal *Fight for the Fourth International*. Au sommaire se trouve un article sur la nouvelle Internationale, un article sur le parti révolutionnaire et les ouvriers anglais, une discussion avec P. L. P., une étude sur le mouvement coopératif, divers articles sur l'Espagne, sur l'Egypte et des traductions du camarade Trotsky, ainsi que sur le procès de Moscou.

Nous souhaitons la bienvenue à ce nouvel organe de la IVE Internationale, qui trouvera un chaleureux appui dans l'avant-garde ouvrière anglaise !

Le front populaire et l'indépendance des colonies

On assiste aujourd'hui à un contre-sens formidable. Les fascistes espagnols promulguent l'autonomie de la zone marocaine tandis que Madrid garde le silence ainsi que Barcelone. Politique démagogue sans doute, et les troupes de Franco ni ne voudront ni ne pourront libérer les masses arabes terriblement exploitées. L'action du fascisme a un sens : il n'est pas possible de libérer les ouvriers et les paysans arabes, alors que l'on tue les ouvriers et les paysans espagnols ; mais il est possible, en écartant la vieille féodalité arabe, devenue inutile, de donner le « pouvoir » à une bourgeoisie nationaliste qui pourra à son tour dans les cadres de l'appareil fasciste développer ses propres intérêts dans une certaine limite. Cette politique n'en est pas moins grave, et surtout en fonction des illusions qu'elle peut faire naître dans la grande masse marocaine. Ce sont ceux qui, hier, par le feu et le sang ont écarté Abdelkrim, ont jeté dans la plus sinistre misère la masse des fellahs qui, aujourd'hui, s'offrent le luxe d'apparaître comme les libérateurs, et ainsi d'entraîner à nouveau les marocains dans la lutte contre la classe ouvrière. Tout cela n'a été rendu possible que par la carence, la trahison du Front populaire espagnol et du Front populaire français, menant vis-à-vis des colonies une politique parfaitement impérialiste. Aujourd'hui France parle d'un statut marocain, mais la guerre civile n'a pas commencé hier. Qu'a fait Madrid, qu'ont fait les organisations ouvrières depuis le début de la guerre ? Non seulement les intérêts fondamentaux de la classe ouvrière exigent la libération des masses indigènes exploitées, mais aussi les intérêts immédiats. La zone marocaine est la base de ravitaillement en armes et en vivres, du recrutement militaire du fascisme. Proclamer l'indépendance de la zone non seulement était accomplir un acte de stricte justice, mais encore s'assurer du soulèvement des éléments marocains des troupes fascistes, du soulèvement des arabes dans la zone, prendre ainsi Franco dans un étau et s'assurer ainsi la presque certitude de la victoire.

Non seulement Madrid n'a pas envoyé d'armes et surtout d'argent au Maroc, mais n'a même pas fait à un seul instant une proclamation d'indépendance.

Quelle politique les « gouvernements » ont-ils suivie sur ce terrain ? C'est ce que nous examinerons la prochaine fois.

L'intervention de l'U.R.S.S. en Espagne

(Suite de notre première page)

La décision de l'URSS reflète ainsi la situation équivoque de la bureaucratie soviétique. L'énergie réveillée des ouvriers russes, l'accusation grandissante de trahison contre Staline, qui fait fusiller les bolchéviks au moment où la lutte révolutionnaire se développe à nouveau en Occident, ont contraint les bureaucrates à modifier leur attitude.

Mais leur position, entièrement dictée par les nécessités de l'équilibre diplomatique, les conduit à limiter leur soutien aux éléments bourgeois-républicains espagnols.

Hitler et Mussolini agitent contre l'URSS la menace de la guerre. Précisément dans ce cas, comme nous l'avons toujours dit, le soutien actif de la révolution espagnole sera le meilleur moyen de battre en brèche Hitler.



Notre camarade Robert de la Huesca, conné, hnot au front de Huesca, sous le drapeau de la IV^e Internationale, dans la colonne « Lénine ».

En soulignant contre lui les ouvriers allemands. LA FRATERNISATION DES MARINS DES DIFFERENTES FLOTES DANS LA MEDITERRANEE, voilà le vrai moyen de protéger les envois d'armes de l'URSS, de soutenir les ouvriers espagnols. Cela signifie le contrôle de la classe ouvrière, et non celui de la bureaucratie. Cela implique la lutte pour les Etats-Unis Socialistes d'Europe, et non « l'union de la nation française ». Cela implique la lutte de classe croissante dans tous les pays, et non la « paix sociale ».

Nous sommes pour l'aide militaire de l'URSS, sous le contrôle des organisations prolétariennes.

Le Parti Ouvrier Internationaliste continuera sa campagne dans ce sens avec énergie, parce que l'avenir immédiat de la classe ouvrière européenne en dépend.

Chers camarades, C'est avec une grande joie que les camarades de Chine ont appris la formation du Parti Ouvrier Internationaliste (bolchévik-léniniste), section française de la Quatrième Internationale ; cela marque une étape vitale, indispensable, dans la préparation de la révolution prolétarienne en France. Nous voyons, dans ce développement, une garantie que le prolétariat, contrairement au prolétariat d'Espagne, n'entrera pas dans la lutte décisive contre la contre-révolution fasciste sans une direction révolutionnaire. En outre, cela représente une avancée importante pour tout notre mouvement mondial.

Dans les conditions d'une lutte de classe intensifiée, les ouvriers français comprendront mieux chaque jour le caractère réactionnaire du gouvernement Blum et le rôle perfide de la direction SFIO et du parti communiste, qui s'exprime à travers le Front populaire. Ces traitres verront qu'il est de plus en plus difficile de propager la trahison de la collaboration de classe, la politique social-patriotique. Ecarter la classe ouvrière de l'influence du Front populaire devient la mission historique du nouveau parti révolutionnaire. Le front populaire est, en effet, devenu l'expression achevée de la trahison socialiste-stalinienne, et il faut conduire les ouvriers dans la voie de la lutte pour le pouvoir.

Nous félicitons les ouvriers français pour la formation du nouveau parti de la révolution. En même temps, nous voulons nous joindre aux camarades français pour avertir les ouvriers du désastre qui les attend, s'ils ne se débattent pas à temps de la mascarade qui s'appelle le Front populaire. Notre avertissement n'a rien d'académique. Il est basé sur l'expérience la plus amère de la défaite de la révolution chinoise.

En 1925-27, il y eut une version chinoise du front populaire qui s'appela le « bloc des quatre classes ». La forme organisationnelle de ce soi-disant bloc était le parti bourgeois du Kuomintang, que la direction stalinienne ap-

La Belgique devant le dilemme

(Suite de notre première page)

Vandervelde, rapporteur politique, déclara : « Quant au dilemme : Rex ou Moscou, il est absurde. C'est opposer un puceron à un éléphant. Mais ce n'est pas de Rex qu'il s'agit. La lutte est entre le fascisme international et la démocratie et entre Berlin et Moscou. »

« Si l'on nous acculait à ce choix monstrueux, je dirais, moi : « Plutôt le communisme ! »

Spaak lui reproche ce langage probablement parce qu'il était partisan de l'autre choix.

Si même, ces déclarations n'avaient d'autre importance, ne marqueraient-elles pas déjà un aveu d'impuissance du P. O. B. et par là de la démocratie, à être l'un des termes du dilemme ?

Tout le problème est de savoir comment à l'exemple de son vieil adversaire, le parti catholique, sa décomposition pourra apporter un nouvel élément. C'est maintenant la question vitale du mouvement ouvrier belge.

Le communisme officiel belge est assez discuté dans les masses ouvrières belges. La surenchère nationaliste du P. C. et ses platitudes devant le P. O. B. n'ont pas cet air frais dont auraient besoin les milliers d'exploités qui se sentent menés à un cul de sac.

Par contre, un pôle nouveau se constitue. Les Bolcheviks-Léninistes belges viennent de constituer un parti, le parti socialiste-révolutionnaire, qui déjà a une influence considérable sur les masses, surtout dans les réserves ouvrières que sont le borinage et la région de Liège. Déjà, en juin, au moment des grèves, le rôle des B. L. (anciens groupes d'Action sociale révolutionnaire) fut très important.

Toute la Belgique connaît leur action et il n'est pas rare de voir la presse bourgeoise (et aussi social-démocrate) considérer le P. S. R. de Belgique comme la réplique révolutionnaire à Rex et un de ses dirigeants connus, Walter Dauge, comme un jeune chef valant bien pour le mouvement ouvrier l'informe démagogue qu'est Degrelle.

D'ailleurs Degrelle sait à quoi s'en tenir, il a dû reculer à plusieurs reprises à Seraing et ailleurs, devant les travailleurs conduits par nos camarades.

Cela n'est qu'un début. Degrelle s'en apercevra dimanche prochain s'il ose aller à Charleroi ou à Liège.

Le mouvement pour la Commission d'enquête s'élargit

Nous publions ci-après deux documents. L'un consiste en un « Appel aux hommes » qui comporte une première liste de signatures de personnalités importantes du monde littéraire, scientifique, syndical. L'autre est un document de juristes, dont on a pu lire les noms, au-dessous de toutes les nombreuses protestations qui ont paru ces dernières années dans la presse de gauche contre la barbarie hitlérienne et mussolinienne.

Il ne s'agit pas de personnalités, ni de militants qui sont nos amis politiques. Ils sont entièrement indépendants de nous. Nous sommes entièrement indépendants d'eux. Leurs affirmations contre le crime monstrueux de Moscou n'en a que de plus de valeur.

Aujourd'hui, Staline prépare « à huis clos », nous dit la presse « soviétique », un nouveau crime, une

nouvelle provocation. La Guépéou, par le chantage, inoui et incessant auprès du Gouvernement norvégien réussit à priver des moyens de défense les plus élémentaires notre camarade Léon Trotsky, toujours emprisonné et gardé par huit policiers sous la surveillance du chef fasciste de la police norvégienne.

Tous les militants honnêtes, à quelque tendance qu'ils appartiennent, exigeront impérieusement la clarté sur le procès des 16, en soutenant les efforts de la commission juridique, en aidant à l'organisation du contre-procès de Moscou, en nous adressant leurs souscriptions.

Ils imposeront le droit d'asile pour Léon Trotsky.

Ils arrêteront les nouveaux crimes et les nouvelles provocations qui se préparent.

Appel aux hommes

Du 19 au 24 août dernier, s'est déroulé soudain à Moscou, sur un rythme précipité un procès politique qui laisse derrière lui, avec les cadavres des seize inculpés, une profonde stupeur. Les principaux accusés avaient été les compagnons et les collaborateurs immédiats de Lénine. Incarcérés depuis 18 mois après un premier procès déjà étrange, ces hommes, connus dans le monde entier comme artisans essentiels de la Révolution d'Octobre et fondateurs de la III^e Internationale, ont pris soudain figure de contre-révolutionnaires et même de bandits de droit commun. Pêle-mêle avec de louches comparaisons, on les a, selon l'expression du ministère public, abattus « comme des chiens enragés ».

Devant une cause aussi singulière, l'opinion mondiale attendait qu'on lui révèle, à la charge des inculpés, des documents précis, des actes réels. En vain. On l'a mise simplement en face d'un vrai déluge d'aveux, d'aveux énormes, sortis, monotones : les plus notoires survivants du bolchevisme d'Octobre s'y déshonoraient frénétiquement ; un Trotsky y passe et repasse, habillé en agent de la Gestapo hitlérienne. Comment ont été obtenus ces aveux, plus stupéfiants encore que la vague de l'accusation ? Cette scène, en tout cas sinistre, dissimule-t-elle ou non quelque vaste machination ? Nous l'ignorons.

Mais, devant la réalité, quelle que soit, que recouvre le procès de Moscou, tous ceux, ouvriers ou intellectuels, pour qui la Révolution d'Octobre a signifié une étape décisive vers la justice sociale et déjà, dans la nuit de la guerre des nations, une magnifique sursis, sance humaine, tous se sont sentis bouleversés. Tous ils veulent nous dire : SAVOIR.

Nous voulons savoir d'abord — et cela suffit — par simple souci de la dignité humaine.

Nous voulons savoir par solidarité profonde avec le peuple de l'U.R.S.S. A tue-tête les ennemis de la liberté et de la justice, nos La Rocque et nos Doriot dénoncent comme le centre de perdition : MOSCOU ! MOSCOU ! Contre leur perversité sottise, nous ne posons, dans une époque anxieuse comme la nôtre, qu'une seule arme efficace : la vérité. Il nous la faut donc cette vérité, et entière, et quelle qu'elle soit.

Les travailleurs français depuis plusieurs mois ont repris conscience d'eux-mêmes ; ils se rouvrent à l'espérance. Mais ils sentent aussi que « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » ou ne sera jamais. Pour qu'ils puissent accomplir leur tâche de paix et de justice, il faut avant tout qu'ils voient clair, qu'ils luttent en pleine clarté. Le procès de Moscou barre soudain leur rou-

te d'une ombre immense. Cette ombre doit être dissipée ; elle doit l'être au plus tôt.

Ainsi que l'ont demandé déjà divers groupements ouvriers, nous demandons qu'une commission d'enquête internationale, absolument libre, disposant de tous documents, pouvant faire comparaître tous témoins, soit appelée à examiner publiquement le procès de Moscou, ses origines, sa conduite, ses conclusions, et puisse ainsi se prononcer publiquement sur l'ensemble de l'affaire. Nous demandons simplement la plus élémentaire justice.

Nous nous adressons aux hommes de tous les partis qui se disent dévoués à la libération des travailleurs, à tous ceux, quelles que soient leurs idéologies particulières, qui ne reconnaissent de progrès humains que lorsque sont authentiquement accrues la justice sociale et la dignité de l'homme. Qui d'entre eux, à refuserait, de demander LA VERITE ?

Premiers signataires : Magdeleine Paz ; Paul Rivet ; Alain ; Paul Desjardins ; Marcel Martinet ; Georges Dumoulin ; Jean Galtier-Boissière ; Féliçien Chalaye ; Jeanne et Michel Alexandre ; André Breton ; Georges Michon ; Léon Werth ; Emery ; Georges Pioch ; Henry Poulaille ; L. Canconet ; Victor Marguerite ; André Philip ; Jean Giono ; Lucien Jacques.

Signent aussi : Gaston Berger et Georges Izard.

en déclarant que : 1^o la ligne politique de leur organisation ne coïncide pas exactement avec les termes de l'Appel mais que l'essentiel est la conclusion sur laquelle l'accord est complet ; 2^o S'étant abstenus jusqu'à présent de critiquer le régime intérieur de la Russie, ils jugent nécessaire de poser la question du procès de Moscou parce qu'un tel sujet dépasse les limites de la politique intérieure et qu'il importe à tous les hommes par delà les frontières.

Nous avons également reçu la déclaration suivante :

« Sans adhérer à tous les termes du présent Appel, nous nous déclarons en complet accord avec le désir de Vérité qui s'y exprime.

« Nous sommes trop respectueux de la personne humaine et de ses droits pour ne pas demander la lumière complète sur le procès de Moscou.

« Nous approuvons entièrement les propositions d'enquête formulées sur l'Appel. »

Marc Sangnier ; Georges Hoog ; Maurice Lacroix ; Jacques Madoule.

Des juristes devant le procès

Un certain nombre de juristes français, parmi lesquels :

Betty Brunschvicg, Chadicat, Delépine, E. Depreux, Marcel Fourrier, Goussiaux, Brunelvig, Izard, Philippe Lamour, Jean Victor Meunier, Maurice Paz, Gérard Rosenthal, Valabrègue, Vielleville, Weil Curiel.

Placés devant le procès de Moscou qui survenait après trois autres procès consécutifs à l'assassinat de Serge Kirov, a abouti à l'exécution capitale d'artistes des plus marquants de la révolution russe accusés de crimes monstrueux.

Ennui des obscurités troublantes, des affirmations stupéfiantes, des attitudes déroutantes qui marquent le procès dans sa forme et dans son fond.

Ont décidé en tant que praticiens du droit, de se constituer en commission juridique afin de procéder à l'examen approfondi et systématique de tous les matériaux du procès.

Animée de la seule passion de servir la vérité, la commission emploiera tous les moyens dont elle pourra disposer (étude des documents officiels, recherche et examen des preuves, auditions des témoins oculaires du procès, etc.) en s'entourant des garanties juridiques les plus grandes.

Ayant été appelés à prendre part dans toutes les grandes causes qui ont passionné l'opinion mondiale, chaque fois notamment que la justice et la liberté ont été bafouées, les membres de la commission juridique s'efforceront de faire toute la lumière sur ces événements tragiques et déconcertants.

Amis de la Russie nouvelle, adversaires irréductibles de la contre-révolution, ils pensent que la vérité ne peut en toute circonstance que servir la cause de l'affranchissement humain.

Ils attendent la collaboration de tous ceux qui défendraient ou croient détenir une parcelle de vérité.

LES IDEES ET LES FAITS Front populaire et Kuo - Min - Tang Une lettre de la Ligue Communiste Chinoise au P.O.I.

pela « la forme spécifique d'une organisation où le prolétariat collabore directement avec la petite bourgeoisie et la paysannerie » contre l'impérialisme et les militarismes féodaux.

Au nom de cette collaboration, le jeune, faible et inexpérimenté, parti communiste chinois fut obligé d'entrer dans le Kuomintang, et d'abandonner son indépendance. En conséquence, la lutte révolutionnaire des ouvriers chinois et de leurs alliés paysans était subordonnée aux volontés politiques de la bourgeoisie. Le « bloc des quatre classes » fut maintenu jusqu'au retournement de Shanghai (l'étrangement du parti communiste, par « Paoli » Tehang kai-cheek) en avril 1927, et continua ensuite dans la période du gouvernement de Ou-han.

Lorsque Tehang kai chek, aidé grâce à la caution que ses amis de Moscou, avaient contraint le parti communiste à lui donner, se décida à se retourner contre les masses qui l'avaient porté au pouvoir — le prolétariat chinois se trouva totalement désemparé, et nullement préparé à affronter ce danger mortel. Staline avait enseigné que Tehang kai-Chek était un « allié digne de confiance », que le Kuomintang était une propre organisation des ouvriers (et que les soviets n'étaient pas nécessaires) et que les armées du Kuo Min-Tang étaient des armées révolutionnaires. Sur cette voie, les ouvriers chinois furent livrés, pieds et poings liés, aux exécuteurs de la con-

tre-révolution.

Aujourd'hui, près de dix années après, la politique de collaboration de classe revêt en Chine sous le titre de « Front populaire anti-japonais » et elle est pratiquée par toutes les sections du Comintern. L'expérience coûteuse du passé n'a rien appris aux stalinistes. Le cynisme s'allie maintenant aux pratiques opportunistes les plus grossières.

On déclare que le Front populaire en France est constitué par des organisations dans lesquelles le « peuple » coopère dans la lutte contre le fascisme et la guerre, exactement de la même façon que le Comintern, était considéré en son temps comme un parti « national » en dehors des classes, qui combattait l'impérialisme. Après Tehang kai chek, Daladier est devenu un allié « digne de confiance ».

Au début de 1927, les propositions de l'opposition de gauche (bolchévik-léninistes), demandant que le prolétariat rompe avec le Kuomintang, et organise les soviets, et qu'on arme les ouvriers en vue de la prise du pouvoir, étaient caractérisées par Staline, Boukharine-Martinov comme non réalistes, et aventuristes, parce que ces méthodes auraient offensé Tehang kai chek, et brisé le « bloc des quatre classes », qui soi-disant dirigeait la lutte du pays tout entier contre l'impérialisme. Les communistes chinois, sous la direction de Staline, ont joué le rôle de frein de la révolution. Ils

restreignaient les grèves, et empêchaient les paysans de s'emparer de la terre. Aujourd'hui, en France, Thorez combat contre l'armement des ouvriers et la formation de la milice ouvrière, parce que cela offusquerait Daladier et les radicaux (c'est-à-dire la bourgeoisie), et briserait le front populaire.

Il est facile de voir que le mouvement ouvrier est tenu en laisse par la bourgeoisie dans le front populaire. Aussi longtemps que les ouvriers se soumettront à la discipline des chefs du Front populaire, ils ne feront pas le moindre pas sérieux en avant. Une politique de lutte de classe indépendante, avec l'objectif de la prise du pouvoir, est la seule manière de combattre le péril fasciste, mais cela est impossible tant que les organisations ouvrières sont liées aux radicaux, et par leur intermédiaire à la bourgeoisie. C'est l'honorable tâche du nouveau parti d'ouvrir les yeux aux ouvriers à cette réalité et de les conduire sur la route de la lutte pour le pouvoir.

Pour cette grande tâche, camarades, vous avez la sympathie la plus chaleureuse et la fraternelle solidarité des révolutionnaires chinois. Nous ne voulons pas que la tragédie de la révolution chinoise se répète en France. Aux ouvriers français, nous déclarons : Rejetez toutes les alliances avec la bourgeoisie, votre mortel ennemi, quelle que soit la masque sous lequel elle se présente à vous. Ne comptez que sur vos propres organisations et vos propres armes. Armez-vous vous-mêmes maintenant pour la lutte, formez vos propres milices ouvrières. En avant pour la lutte contre le fascisme et la guerre, mais rappelez-vous : cette lutte ne peut être victorieuse que si la prise du pouvoir est assignée comme le but ! Seule la révolution ouvrière peut guérir des horreurs du capitalisme.

Salut fraternel au nouveau parti du prolétariat français.

En avant dans la lutte pour une France soviétique !

Vive la révolution mondiale !

Ligue communiste de Chine (bolchéviks-léninistes) :

LI FU YEN.

Les luttes ouvrières

Contre la vie chère !
Pour la semaine de 40h. !

Comités d'entreprises
pour le contrôle ouvrier !
Congrès des comités !

N'est-ce pas Léon Blum lui-même, qui, dans son récent discours de Narbonne — il prononce beaucoup de discours — dénonçait la tactique patronale de stockage de la marchandise pour la raréfier ou de refus des commandes à terme fixe ! Manœuvres patronales que nous avions nous-mêmes dénoncées dans notre journal du 17 octobre, avec des précisions que le président du conseil de l'Etat bourgeois n'a même pas données, puisque nous citions nommément la firme Panhart et les patrons fileurs du textile du Nord... entre autres.

Ainsi, désorganisation économique et vie chère sont l'œuvre des capitalistes. Ce sont là les deux aspects essentiels de la contre-offensive patronale, contre les conditions de vie et de travail de la classe ouvrière et des classes moyennes.

A l'usine, au magasin, cette contre-offensive se traduit aussi par des brimades, la répression patronale qui s'abat sur les meilleurs militants, la violation des engagements pris, des tentatives de sabotage des élections démocratiques des délégués. Dans le même temps, la politique du Gouvernement Léon Blum, soutenu « sans éclipse » par le parti « communiste », montre tous les jours son incapacité à arrêter l'offensive patronale et éviter ses conséquences néfastes pour les masses travailleuses : vie chère. L'expérience du gouvernement de Front populaire démontre qu'on ne peut pas gérer l'Etat capitaliste — car l'Etat actuel de la France est bien un Etat capitaliste — et pratiquer une politique anti-capitaliste.

Nous en sommes là : la classe capitaliste, même avec Léon Blum comme chargé d'affaires, a perdu la capacité de rétablir la vie économique et de garantir aux ouvriers des conditions d'existence à un niveau vital.

De l'expérience des luttes grévistes récentes, faisant suite à la grandiose expérience de la vague gréviste de juin, il apparaît de plus en plus clairement que la lutte économique du prolétariat pour l'amélioration des conditions de vie et de travail des masses travailleuses ne trouve aucune issue dans le régime capitaliste pourrissant.

Le contrôle ouvrier

Oui, application immédiate de la semaine de quarante heures. Mais le chômage sera-t-il résorbé par cette mesure immédiate ?

Pouvons-nous croire un instant que les patrons vont embaucher, par rapport à leur personnel actuel, 20 pour 100 de travailleurs en plus, correspondant à la diminution de 20 pour 100 des heures de travail à la semaine ?

Certainement pas, les frais généraux de MM. les capitalistes ne peuvent supporter un tel accroissement sans risque de les contraindre à restreindre considérablement leurs profits d'exploiteurs ou de provoquer une accentuation brusquée de la hausse du coût de la vie, entraînant une réaction populaire dangereuse pour l'existence même de leurs privilèges de classe dominante.

Alors ? Et bien, pour pallier aux conséquences de l'application de la semaine de quarante heures, les patrons industriels pousseront davantage la rationalisation du travail et s'emploieront à réaliser un perfectionnement de leur matériel pour un rendement meilleur.

Et, en définitive, la semaine de quarante heures, dont notre parti exige, avec tous les travailleurs, l'application immédiate, ne permettra pas, dans la société capitaliste, de réembaucher les sans-travail.

Seule, la classe ouvrière unie peut assurer une renaissance économique, supprimer la spéculation et la vie chère, en exerçant son contrôle inflexible sur toutes les branches de l'industrie, sur l'approvisionnement des usines en matières premières, sur les opérations financières des entreprises industrielles, etc., pour passer à la nationalisation dans les cadres de l'Etat ouvrier, de l'Etat conseil, la république des comités ouvriers, paysans et soldats.

Comment exercer le contrôle ?

Par la constitution, dans chaque entreprise, d'un comité d'entreprise composé de délégués élus par tout le personnel et révocables par lui.

Le comité d'entreprise, élu démocratiquement, contrôlé constamment par tous les travailleurs de l'entreprise, est l'organisme du véritable front prolétarien révolutionnaire des masses exploitées. C'est le comité d'entreprise qui réalise le mieux l'union de tous les exploités contre les exploiters capitalistes, il est l'expression de la véritable démocratie prolétarienne.

Le comité d'entreprise lutte pour étendre son contrôle sur toutes les branches d'activité de l'usine, du magasin. C'est l'arme de l'exercice du contrôle ouvrier sur la production, le commerce et l'échange capitaliste.

En liaison par industrie, régionale, nationale, les comités d'entreprises se réuniront en congrès par branches d'industrie. Ces congrès exprimeront le véritable sentiment des masses.

Constituer des comités d'entreprises, c'est lutter pour l'exercice du contrôle ouvrier, dans toutes les branches d'activité de l'industrie, c'est lutter pour l'application immédiate de la semaine de 40 heures, c'est lutter contre la vie chère, c'est préparer la voie à la lutte pour la conquête du pouvoir par la classe ouvrière.

« Syndicats » attaque...

Dans notre dernier numéro, nous montrons que *Syndicats* veut rivaliser avec la *Vie Ouvrière*, tout en défendant la même orientation syndicale.

Le deuxième numéro de *Syndicats* publie en leader un article caractéristique de Georges Dumoulin, dirigé contre la constitution de cellules dans les usines. Il note que le parti « communiste », dont elles sont l'expression, semble bien être en parfait accord avec la CGT sur la conduite des grèves, sur la nécessité de savoir terminer chacune de celles-ci, sur les procédures de conciliation, sur la construction des conventions collectives, sur l'agencement des conquêtes sociales réalisées. Ces difficultés ne sont pas au sommet, elles sont à la base. (souligné par nous).

Pourquoi ?

« Les cellules font du zèle, poursuit G. Dumoulin, prennent des initiatives, critiquent et répandent des bulletins ronçotés dont le ton et l'allure marquent la différence avec les écrits du Syndicat. »

Cependant que les sommets de la CGT et du parti « communiste » sont en parfait accord, note G. Dumoulin.

Et cette contradiction entre la base et la direction du parti « communiste » entraîne Georges Dumoulin et ses amis de « Syndicats » à attaquer la formation de cellules dans les usines.

Notre Parti ouvrier internationaliste lutte pour la constitution de cellules dans les entreprises. C'est la structure qui répond aux nécessités de la lutte des classes. Et la contradiction notée par Georges Dumoulin pour en tirer une argumentation réactionnaire, est l'indice infallible que les sommets sont d'accord pour briser la lutte de classe des masses ouvrières.

Le Congrès de la Fédération Nationale des ouvriers de la Métallurgie se tiendra à Paris, les 28 et 29 novembre. Le Congrès préparatoire de la Région parisienne se tiendra les 21 et 22 novembre. Nous publions la semaine prochaine des articles de camarades métallistes sur les rapports de la Fédération qui doivent paraître incessamment.

Dans les entreprises

Forges et Acieries de la Marine
Les techniciens sont en grève de puis quarante-cinq jours. La victoire n'est possible que par l'élargissement (Saint-Chamond, Le Boureau, Acieries d'Homécourt), mais la direction stalinienne de la métallurgie s'y oppose.

A Thiers, dans la coutellerie
12.000 ouvriers sont en grève, depuis vingt jours. La plupart employés dans de petites boîtes, le plus grand atelier comprenant 200 membres. Le maire socialiste a fait appeler 200 gardes mobiles. Les ouvriers ont accepté d'évacuer. En réalité, c'est la seule industrie de la ville, pas de possibilité immédiate de recruter des jeunes, ils occupent à l'extérieur. Le danger est pourtant grand. Ils ont exigé le retrait de la garde mobile.

A Roubaix-Tourcoing
La grève des charbonnages de Roubaix-Tourcoing a paralysé l'activité de l'industrie textile. Mais la direction syndicale de Dumoulin-Martha Desruaux loin d'utiliser la situation pour élargir le conflit, reprendre la grève du textile, que les ouvriers ont été forcés de terminer sans avantages substantiels et de faire pression par l'action directe pour obtenir satisfaction dans les deux corporations, laisse faire les autorités. On laisse les mobiles pénétrer sur les charbonnages et on fera fonctionner le textile au ralenti. Demain le patronat du textile pourra avoir un prétexte et les G. M. pourront vider les charbonniers. Le P. O. I. dit aux ouvriers de Roubaix-Tourcoing.

Exigez le licenciement de la garde mobile.
Imposez par l'action l'élargissement

de la lutte.
Organisez vous-mêmes la bataille par vos comités ouvriers !

UN ORDRE DU JOUR

Les grévistes de l'épicerie en gros, réunis salle du Lion d'Or, 200, rue Léon Gambetta, considèrent que leurs prévisions relatives à l'attitude patronale poussant à la grève étaient entièrement justes.

Les patrons de l'épicerie s'étaient préparés à la grève à seule fin de justifier devant l'opinion publique une hausse des prix alors que depuis des semaines ils servaient leur clientèle au compte goutte et stockaient les marchandises.

Forts de leurs droits, les ouvriers et employés des deux sexes de l'épicerie en gros de Lille se trouvaient dans la nécessité de passer à l'action pour mettre les employeurs dans l'obligation de discuter avec la délégation ouvrière pour une convention collective.

Ils ont le regret de constater qu'après avoir décidé de ne pas occuper les entreprises pour ne pas gêner le gouvernement de Front populaire, celui-ci envoie contre les piquets de grève sa police et la garde mobile, s'étendant que dans la circonstance les pouvoirs publics viennent en aide aux patrons spéculateurs et non aux travailleurs réclamant l'application des lois sociales votées en juin.

Demandent au gouvernement de faire appliquer les lois qu'il a fait voter, et non de fournir au patronat des armes pour la spéculation et la lutte contre les travailleurs.

Dans les Fédérations

Le congrès des techniciens

Les 14 et 15 novembre aura lieu à Paris le congrès de la Fédération des techniciens. Le rapport d'orientation qui vient d'être publié sera la base de la discussion. La Fédération cherche à jouer un rôle dans l'orientation à gauche des masses ouvrières. Elle doit pour cela parler clair. On n'y trouve aucune des formules chères au Bureau confédéral et à Thorez, sur la paix sociale, la conciliation nécessaire, l'arbitrage. Sur ce point, les formules sont enveloppées dans du papier : il faut que la Fédération des techniciens dise clairement quelle n'entend soumettre ni les techniciens, ni les ouvriers aux décisions d'un gouvernement qui, en régime capitaliste, ne peut que servir les intérêts de la bourgeoisie. Dans ses conclusions, le rapport marque les revendications essentielles de la période actuelle :

Application du contrat collectif et des mesures sociales qu'il comporte (congrès, caisses de compensation, indemnités).
Application de la semaine de quarante heures.
Echelle mobile.
Révision de la loi des Assurances sociales.
Augmentation de l'allocation de chômage.

Mais si le rapport d'orientation contient des choses excellentes, il est loin de formuler des réponses nettes aux questions essentielles. Ainsi, le rapport fait une longue analyse de la contre-offensive patronale : sabotage des conventions collectives, campagne anti-CGT, sabotage de la production, hausse concertée des prix, dévaluation, spéculation. Cela tient plus de deux colonnes. Par contre sur deux colonnes et demie de conclusions, c'est incidemment qu'il est parlé « des actions d'envergure qui pourront s'imposer de par la volonté brutale du patronat ». Or, c'est là la conclusion centrale.

Cette conclusion même doit entraîner la suppression de formules ambiguës, dignité, sang-froid, chères à Jouhaux-Frachon : il faut parler de « préparation acharnée, méthodique et d'envergure : pas de mouvement spontané, organisation d'une vaste riposte. »

La même équivoque semble avoir dicté cette phrase : « Dans nos Syndicats, nombre de camarades techniciens ont une propension à faire intervenir, voire agir à tous propos les ouvriers pour régler les différends, même d'ordre secondaire. » Il est certain que la Commission administrative fédérale a voulu condamner les tendances conservatrices et passives qui peuvent exister parmi les techniciens de par leur position sociale. Mais, en même temps, ne risque-t-elle pas de condamner ce qu'elle réclame, sans l'obtenir, des directions fédérales stalinistes, des mé-taux, du bâtiment, l'élargissement des conflits, par trusts, branches d'industries et la marche vers une nouvelle offensive ouvrière générale ?

Mais quelle sera la tactique de grève de la Fédération ? Elle fait ressortir les avantages de la grève d'occupation. Elle doit souligner que demain comme hier, c'est la tactique essentielle qui doit être employée.

Dans cette voie est particulièrement important le paragraphe qui dit : « Les décisions doivent être prises par les participants et non point par les délégués d'entreprise seuls. » Il faudrait encore préciser que les décisions intéressent l'ensemble des ouvriers, comme le seront les mouvements de la période à venir, doivent être pris par l'ensemble des ouvriers, techniciens, ouvriers, syndiqués, non syndiqués.

Le rôle de ce comité d'usine est donné par un côté du rapport qui est particulièrement développé et auquel la commission administrative accorde avec raison une large place : le contrôle de la hausse des prix, des prix de revient, de l'ensemble de la gestion : main-d'œuvre, achats, spéculation, etc., complété nécessairement par les comités de ménages pour contrôler les prix de détail réprimer les spéculations, organiser la défense du porte-monnaie des ouvriers et ouvrières.

En l'absence de comités d'entreprises, les sections syndicales d'entreprise constituent un pas important dans cette voie. Or, la commission administrative reste dans l'imprécision à ce sujet. On comprend ses préoccupations : il faut d'abord qu'elle colle aux fédérations d'industries correspondantes ; de plus, la section d'entreprise de techniciens n'est réalisable que dans de grosses boîtes. C'est pourquoi la Section syndicale locale présente une grand intérêt. Mais l'essentiel est la collaboration entre délégués ou délégués des techniciens et délégués ouvriers, désignés par les travailleurs, au comité d'entreprise ou au comité syndical d'entreprise.

Enfin, sur le terrain de la riposte à la contre-offensive patronale, le rapport tout en parlant du rôle des or-gues.

LA POLITIQUE SYNDICALE

Arbitrage obligatoire
NON !
Occupation des usines
OUI !

Arbitrage obligatoire ? En cas de conflit entre les travailleurs et leur patron, pas de lutte gréviste contre l'intransigence patronale, mais recours obligatoire à l'arbitrage des représentants de l'Etat capitaliste.

Voilà ce qu'on nous propose.

Mais on le connaît cet arbitrage ! Les métallurgistes et les techniciens de chez Sautter-Harlé pourraient dire que même les « meilleurs » représentants de l'Etat capitaliste sont incapables de faire reculer le patronat. La réquisition de l'usine Sautter-Harlé par le gouvernement, résultat de l'arbitrage, n'a été qu'une couverture pour le maintien de la politique du comité des Forges.

L'arbitrage obligatoire s'avère, dans la pratique, comme un moyen de contraindre la classe ouvrière à la capitulation devant la contre-offensive patronale.

L'arbitrage obligatoire, c'est l'étouffement du mouvement gréviste.

L'acceptation de l'arbitrage obligatoire entraîne « tout naturellement » la condamnation de la pratique actuelle de la tactique de l'occupation des entreprises. Les chefs politiques du Parti radical corrompu condamnent l'occupation des usines, des magasins, des formes parce qu'elle viole le droit

de propriété. Pour eux, c'est une méthode illégale de grève. Ils sont dans leur rôle de défenseurs de la propriété capitaliste.

Mais les dirigeants du mouvement syndical deviendraient-ils, pour conserver les amitiés des Herriot, des Dadiier, les meilleurs défenseurs de la propriété capitaliste, du régime de propriété existant ?

Ainsi du moment que le patron agit légalement, les travailleurs doivent s'incliner et solliciter l'arbitrage du gouvernement.

Ce serait trop facile, messieurs les patrons.

Ce n'est tout de même pas parce que le congrès de Biarritz du parti radical pourra à condamner les occupations d'usines, que nous, les travailleurs, nous allons abandonner la politique syndicale de la lutte des classes.

Et tous ceux qui se sont opposés ou qui veulent s'opposer aux occupations d'usines qui constituent notre meilleure tactique de lutte gréviste, qu'ils soient Salengro ou Jouhaux, Maurice Thorez ou Benoît Frachon, nous les considérons comme trahissant les intérêts des ouvriers et des classes moyennes aux intérêts identiques.

A bas l'arbitrage obligatoire !
Vivent les occupations d'usines !

NOUZONVILLE

Sur le dos des chômeurs

Jeudi 14 octobre, ce renégat, sous couleur philanthropique, nous présenta sous une fausse étiquette ce qui n'est pas un dispensaire, mais bien une combine commerciale, qui ne peut que profiter qu'à ceux qui en ont pris l'initiative, sous une forme camouflée. Je dirai tout de suite aux pauvres chômeurs, à qui on a fait miroiter de belles cotelettes à rôti dans leur poche, qu'ils n'ont qu'une chose à faire et à continuer, c'est de se serrer encore plus fort la ceinture.

Seulement, cette combine (on ne peut appeler cette affaire autrement) ne rapportera qu'à ces combinards, qui se couvrant de fonctions municipales, de deux ou trois camarades trompés, par le renégat Lareppe, qu'à faire leur rentrée triomphale, dans les affaires administratives de la commune. Et cependant, mes camarades ouvriers, vous avez bien voté en 1935 pour chasser tous ces bourgeois, et principalement ce multimillionnaire, qui depuis toujours, par ses manœuvres machavéiques, a toujours tenu sous son joug l'indépendance des dirigeants de notre commune.

Par conséquent, Lareppe qui se connaît en platitude, parce que son ventre est grand, n'échappe pas aux griffes de cet individu. Il fut un temps pas très éloigné, où notre renégat local n'avait que dans la bouche : « A Nouzonville, nous ferons payer les riches ». Or, il est connu de tous les électeurs que les hommes-liges de l'ancienne municipalité, ne mettaient en application que les directives venant d'un cénacle qui se tient et se tient encore au Café de la Paix. Par conséquent, ces gros bourgeois, responsables des affaires véreuses de notre commune auraient dû être traqués comme ils le méritaient.

Seulement, sous le fallacieux prétexte de cette combine, on essayé « d'assainir » les finances municipales sur le dos des travailleurs plutôt que de faire payer des impôts, à tous ces bourgeois qui possèdent dix ou quinze chambres pendant que l'ouvrier avec ses deux ou trois pièces, payent relativement autant d'impôts que ces exploiters de la misère humaine. Voilà ce que nous avons combattu et ce que nous combattons toujours, et je suis sûr, que les ouvriers étant avertis, ne marcheront pas dans cette nouvelle « Union sacrée » qui nous conduit directement au massacre, pour défendre le coffre-fort de tous ces exploiters, devenus les amis de ce triste Lareppe. — La cellule.

LA VIE DU PARTI

Le front unique révolutionnaire et le P.O.I.

Des milliers de travailleurs ont aujourd'hui pris conscience du caractère véritable de la politique du « Front populaire » se rendant compte que ni le Parti socialiste ni le Parti communiste ne sont des partis révolutionnaires.

Ce qui retient encore des milliers de travailleurs au parti socialiste ou au parti communiste, ce qui retient encore autour du parti socialiste ou du parti communiste des milliers de travailleurs qui ont quitté ces partis par dégoût de la politique réformiste et de collaboration des classes, ce qui amène encore au parti socialiste ou au parti communiste des milliers de travailleurs hostiles en majorité à la collaboration des classes et partisans de la lutte révolutionnaire, c'est un profond désir d'union dans la classe ouvrière.

Le sentiment de la nécessité du front unique de la classe ouvrière est profondément sain. Ce désir de rester unis, tout en changeant l'orientation de la politique des partis ouvriers, partant d'une volonté saine, se heurte à la réalité amplement démontrée de l'impossibilité absolue de changer la direction et, par conséquent, l'orientation politique des deux partis. L'un dépend économiquement de la puissante bureaucratie stalinienne de l'U.R.S.S., l'autre n'accepte dans son sein que les mouvements révolutionnaires à coup de motions, parce que sa direction petite-bourgeoise dépend en fait de la bourgeoisie démocratique française.

Les ouvriers révolutionnaires qui démissionnent de ces partis pour « rentrer chez eux », attendre des miracles de l'action syndicale, se proclamer anarchistes, ou attendre l'éclosion de grands mouvements d'opposition ou la naissance d'un puissant parti révolutionnaire pour reprendre l'action militante, désertent en fait malgré eux le mouvement révolutionnaire.

En effet, d'une part, le front unique révolutionnaire ne peut être réalisé que s'il est animé par un parti révolutionnaire ayant une plateforme politique cohérente, nette et saine, équivalente. Car le front unique révolutionnaire ne peut être un assemblage hétéroclite de groupements divers plus ou moins d'accord sur un, deux ou trois points, mais sans nervure politique centrale.

D'autre part, un parti révolutionnaire ne tombe pas miraculeusement du ciel. Il ne peut prendre racine que dans la classe révolutionnaire et ne peut grandir que par le développement et l'action quotidienne coordonnée des meilleurs ouvriers, des plus conscients, des plus avancés.

Il pourra y avoir des milliers d'ouvriers d'accord avec nos mots d'ordre, d'accord sur la nécessité d'une politique révolutionnaire. Ces milliers d'ouvriers pourront être membres d'organisations de masse et même avoir des sympathisants chacun autour de soi. Cela ne peut remplacer l'existence et l'action d'un parti révolutionnaire, arme fondamentale pour entraîner toute la classe aux luttes décisives pour le pouvoir.

Les masses ouvrières russes firent la révolution de février 1917, constituèrent les Soviets, firent les journées de juillet, l'insurrection en novembre 1917. Cependant, sans la direction révolutionnaire, sans la coordination, sans la volonté consciente, clairvoyante, dirigeante, des milliers de membres du parti, c'est-à-dire sans le parti bolchévique (ce parti qui en 1909 ne comptait que 150 membres à Moscou), les masses ouvrières russes n'auraient pas pris et conservé le pouvoir.

Les ouvriers espagnols paient de leur sang, actuellement, par des milliers de cadavres, l'absence du parti révolutionnaire qui aurait dû en temps voulu entraîner toute la classe dans la voie révolutionnaire, puis aux luttes décisives. Si le Parti bolchévique est devenu en URSS l'instrument formidable de la bureaucratie nationaliste hostile au développement révolutionnaire, la faute n'en est nullement à la conception bolchévique du Parti. La faute fondamentale en est dans l'absence de partis bolchéviques dans le reste de l'Europe, la trahison social-démocrate ayant fait échouer les mouvements révolutionnaires dans les pays de l'Europe après la guerre, ce qui contribua à renforcer l'isolement de la Révolution russe, c'est-à-dire permit à la bureaucratie nationaliste d'étouffer

Une lettre d'ESPAGNE

Cela fait déjà un mois que je suis en lutte à mort avec le fascisme militaire espagnol; je suis avec M., des JSR, et L., dans un camion blindé où il n'y a que des Français, la plupart de Marseille. Nous sommes tous les trois mitrailleurs et, croyez-moi, nous faisons du bon travail qui ne ressemble pas du tout aux bastonnades que nous avions avec les fascistes de Paris en collant les affiches. D'ici un mois, je crois pouvoir venir en permission à Paris vous dire ce que je ne peux écrire à moins que... dans la prise de Belchite que nous allons faire d'ici quelques jours, je ne laisse ma peau.

Ici, visite d'un avion, hier, nous avons eu chaud, mais nous sommes encore dans notre tank.

Nous sommes depuis quinze jours, tous trois dans une colonne de la CNT, qui est une organisation où il y a de toutes les tendances.

Ici, peu ou même pas du tout de stalinistes français ni d'Espagnols, le P.S.U.C. n'existe pour ainsi dire pas, il n'existe qu'à l'arrière du front, ici majoritairement P.O.U.M. et anarchiste.

Il fait une chaleur terrible le jour et la nuit c'est tout juste s'il ne gèle pas dans ce tank, au front nous n'avons pas de nouvelles de France ni de nulle part, tout ce que nous savons sur l'Espagne même, c'est ce que nous voyons ou ce que d'autres camarades qui changent de front nous racontent.

Depuis ce matin, Durruti attaque sans arrêt avec toutes ses forces, on entend le canon du matin au soir, le combat est à dix kilomètres d'où nous sommes et nous, nous sommes au repos. Maintenant, je vous ferai savoir d'autres de mes nouvelles entre deux autres combats, car je crois que le tank va partir.

Vive la victoire des forces prolétaires!

Vive la Révolution antifasciste mondiale!

Mort au fascisme assassin!

Vivent les J.S.R. et le P. O. I.

Salutations internationalistes et révolutionnaires.

DORIOT à Charleville

Le vendredi 16 octobre dernier, le renégat Doriot donnait un meeting à Mézières, au cinéma Alhambra. Tout le gratin du fascisme local et régional s'y trouvait. Certains croix de feu étaient même venus de Hirsion pour entendre le nouveau grand homme de la bourgeoisie.

Fort heureusement, les ouvriers ardennais n'ont pas accepté que la concentration et l'organisation du fascisme s'effectuent sous l'œil paternel de la mobile. Sous la pression de la base communiste, le député sortant, Larreppe, renégat contemporain du communisme, avait dû lui aussi descendre pour « diriger » la manifestation. Mais malgré ses coups de frein, ses appels à ne pas céder à la provocation et à la démocratie, les masses populaires avaient compris qu'il ne faut pas avoir de pitié pour ceux dont le but est la destruction des organisations ouvrières et la protection avouée des intérêts des maîtres de forges réactionnaires Deville, Cornet (franc-maçon), Gailly, etc.

En conséquence, la bagarre fut belle: une trentaine de fascistes mordirent la poussière. Bravo, les ouvriers ardennais!

Une seule ombre au tableau: les prolétaires furent lâchement agressés sur le chemin du retour, alors qu'ils se dispersaient et certains subirent les représailles de la canaille. De ceci il faut tirer les conclusions: la nécessité de l'organisation de milices ouvrières qui groupent les travailleurs tant sur le lieu du travail que sur celui de l'habitation, ne permettront plus le retour de faits semblables.

en URSS le bolchévisme et ses représentants après la mort de Lénine. Camarade, toi qui sympathises avec nous, mais qui juges impossible ou inutile d'être membre du parti, si vraiment tu ne veux pas trahir le mouvement révolutionnaire, tu dois dès aujourd'hui adhérer au parti révolutionnaire, au P. O. I.

Le gérant: AICHÉ

IMPRIMERIE DES JOURNAUX PÉRIODIQUES

71, rue de Wattignies, Paris (12^e)

Amnistie totale!

Au moment de mettre sous presse nous apprenons qu'une nouvelle instruction, la troisième, vient d'être ouverte contre nous, au sujet d'un tract distribué aux conscrits lors du départ de septembre. Plusieurs militants sont menacés d'inculpation. L'imprimeur soupçonné d'avoir imprimé le tract serait également inculpé.

Pendant que les fascistes courent en paix, que les gros capitalistes, affament les travailleurs, Blum, Sajengro défendent l'ordre capitaliste en poursuivant des centaines de révolutionnaires en France.

Les travailleurs doivent imposer l'amnistie totale!

A Lille

Réunion du Parti social français sans contre-manifestation. — Le 21, le P.S.F. a pu tenir une réunion aux Am. bassadeurs en toute tranquillité. Notons d'abord que 300 gardes mobiles protégeaient les fascistes: mais ils n'eurent pas à agir; dans la ville du ministre de l'Intérieur, le parti socialiste et le parti communiste s'en vaudraient de troubler l'ordre, et ni l'un ni l'autre n'alertèrent les travailleurs. Les dissous sont plus tranquilles que jamais, ils peuvent impunément développer leur propagande et leur armement, et la carence des partis ouvriers leur donne chaque jour plus d'assurance et d'audace. Que pensent de cela les ouvriers socialistes et communistes? Avant qu'il soit trop tard, ils doivent exiger la formation des milices ouvrières et l'armement des antifascistes.

ATTENTION!

Dorénavant, ne plus envoyer aucune somme au compte Depaître. Envoyer abonnements, souscriptions ou paiement de toutes sommes au compte Paris c.c. 1907.81, M. Bardin Alfred, 15, passage Dubail, Paris (10^e).

VIENDE PARAITRE:

4^e Internationale

Revue théorique mensuelle du P. O. I. N° 1 1er Novembre. Au sommaire (Numéro spécial): Résolution de la Conférence internationale pour la IV^e Internationale: Préface. — La nouvelle montée révolutionnaire et les tâches de la IV^e Internationale. — L'URSS et la IV^e Internationale. — Les jeunes et la nouvelle Internationale. — L'évolution de P.I.C. de parti de la révolution mondiale en instrument de l'impérialisme. — Les Etats-Unis d'Amérique. — Sur le Bureau de Londres. — Le Congrès contre la guerre du Bureau de Londres, etc. Prix du numéro (32 pages) ... 2 fr. 15, passage Dubail, Paris (10^e). Compte chèque postal: Naville 1333.50 Paris. Abonnements: France, 1 an, 20 fr.; 6 mois, 10 fr. — Etranger: 1 an, 30 francs; 6 mois, 15 fr.

Ce qu'il faut lire:

L. TROTSKY:

LA RÉVOLUTION TRAHIE

Une volume de 350 pages sur la Russie soviétique 18 fr.

LIVRE ROUGE

SUR LE PROCÈS DE MOSCOU

1 volume de plus de 100 pages 3. » par 10 exemplaires 25. »

Victor Serge

16 fusillés

Sur le procès de Moscou, un brochure de six pages 2 fr.

Envoyez immédiatement vos commandes au compte chèque postal 1333.80 Paris. Publications populaires, 15, passage Dubail, Paris (10^e).

A propos de « LA COMMUNE »

Comme nous l'avons annoncé dans notre avant-dernier numéro, Molinier et quelques uns de ses amis ont volontairement quitté nos rangs et entrepris à nouveau la publication de la *Commune*.

Le premier numéro de ce journal contient une déclaration où ce groupe affirme qu'il nous « combattra sans équivoque ».

Par une expérience antérieure, les bolchéviks-léninistes savent que ce groupe est par lui-même l'équivoque personnifiée. Une fois de plus, profitant de circonstances sur lesquelles nous reviendrons, ce groupe se donne pour tache le combat contre les bolchéviks-léninistes. Pour ce combat aussi, nous donnerons des armes à nos militants.

Le parti ne s'est pas laissé entamer par cette nouvelle entreprise de scission basée sur la confusion opportuniste la plus caractérisée. Seuls ont rejoint Molinier quelques camarades qui depuis quatre mois avaient abandonné le travail, refusaient de vendre le journal, et passaient le plus clair de leur temps en récriminations « antitrotskystes » qui sont maintenant devenues leur marque distinctive.

Pour appuyer son entreprise nouvelle, ce groupe se livre déjà à des manœuvres sur lesquelles nous n'entreprendrons pas longtemps nos camarades. Il a édité un pseudo recueil de textes sur lequel nous ferons, dans un volume en préparation, une lumière totale. Marquons dès à présent un procédé typique: Molinier s'est rendu chez notre imprimeur en lui offrant deux numéros d'avance et un contrat d'un an pour imprimer son journal à condition qu'il cesse d'imprimer *La Lutte*.

L'école bolchévick

Le quatrième cours de l'École bolchévick aura lieu lundi 2 novembre, à 20 h. 30, au Café d'Artagnan, 52, boulevard Magenta, Paris.

Sujet traité: *La Révolution Chinoise de 1925-1927*. Le cours sera fait par le camarade Clair.

Nous invitons les groupes (P.O.I.S.R.) à venir nombreux. Les nouveaux adhérents fréquenteront avec profit ces causeries, qui sont chaque fois suivies de discussion. La première série de quatre cours aura porté sur les grands mouvements révolutionnaires de l'après-guerre.

La série de cours qui commencera aussitôt après portera sur *P.A.B.C. du communisme*.

L'administration de « la Lutte » vous parle

Ne ralentissez pas votre effort pour aider la Lutte Ouvrière, qui ne peut paraître que soutenue par les souscriptions de tous ses lecteurs et ses abonnés.

Abonnés, réabonnez-vous et souscrivez!

Pas une réunion, sans une souscription. Pas une cellule sans la phalange régulière!

Voici une première liste. Il faut faire mieux chaque semaine!

Ce ne sont pas ces procédés de gangster, qui nous empêcheront d'éclairer nos camarades sur l'orientation politique inévitable de ce groupe. Il cache sous des rodomontades ronflantes une nouvelle capitulation devant les difficultés de la lutte contre le social-patriotisme et la confusion centriste.

Comme il y a un an, la *Commune* promet des miracles. Parce que notre Parti ne représente pas encore un courant des masses, elle exploite l'impudence et l'irrésolution de certains camarades pour leur promettre l'importance. Mais l'expérience de l'année dernière a déjà montré que les cartes étaient truquées. La fusion de la *Commune* avec les bolchéviks-léninistes au mois de juin avait permis à ce groupe de sortir de l'équivoque dans laquelle il s'était embourbé. Mais, dans les mois suivants, mois de contre-attaque capitaliste, alors que la révolution espagnole posait à nouveau les problèmes de la lutte sous un aspect international, l'ancien noyau de la *Commune* cessa toute collaboration pratique dans le Parti. Son unique but fut (comme le répète sa déclaration) de « balayer » le C.C. du P. O. I. Le congrès du P.O.I. réprouva cette attitude. Personne dans le parti ne songe à imposer une discipline de cadavre; au contraire, la vie politique y est intense. Mais personne non plus ne voulait subir le chantage permanent du groupe *La Commune*. Dans le vote du rapport moral, 28 mandats se comptèrent contre, sur lesquels plusieurs furent escroqués (Marseille, Saint-Etienne, etc., par des délégués sans scrupules au nom de groupes qui restent fidèles au P. O. I. Plus de 70 mandats l'approuvèrent.

Le groupe Molinier joua alors une de ses pantomimes coutumières. L'annonce: « Nous nous retirons, le P. C. I. » continue! Pour l'instant, nous notons les points suivants:

a) *La Commune*, qui s'appelait « Section française de la IV^e Internationale », s'appelle maintenant: « pour la construction de la IV^e Internationale ». A quel moment parlait-elle sérieusement?

b) Une fois de plus, ses membres bavardent sur le « rassemblement » — d'une façon encore plus ridicule qu'il y a un an. Mais quel est son programme? Personne n'en sait rien. Les rodomontades suffisent.

c) *La Commune* prétend constituer un nouveau groupe de jeunesse, dont le but ne peut être que de tenter d'agir contre les J. S. R. Elle ne fait que rééditer ainsi platement sa manœuvre de décembre 1935 contre l'aile gauche des J. S. qu'elle essaya d'empêcher de rompre avec le centrisme.

Nous ne manquerons pas d'examiner ensuite les autres points soulevés par cette nouvelle entreprise.

Camarades et amis, mettez-vous à l'œuvre!

2^e LISTE DE SOUSCRIPTIONS

Ackert, à Paris, 20 francs; M. Veignaud, 10^e, 10; sympathisants du 11^e, 20; Adolphe 11^e, 5; Dreyfus f. 50; Vox, 20; Tippet (Angleterre), 375; Autexier, 10; Vega (Haute-Marne), 5; anonyme, 5; trois camarades de la Drôme, 50; Lag., à Bègles (Gard), 30; Adolphe (11^e), 5; un sympathisant, Paris, 3; anonyme, 10; un ouvrier du 11^e, 5; Woodcats, 135; R. Graner, 70; J. R. (Argenteuil), 50; sympathisants du 11^e, 15; souscription (Champigny), 5; J. B. à Sucy (S. et O.), 14; Royanec, à Valence, 30; Bret, à Marseille, 50; Yerd. à Provins, 15; un sympathisant à Paris, 1 fr.; liste Elie, Paris, 22 francs.

PHALANGES
Mois de septembre. — 10^e: 7 francs. — 11^e: 43 francs, 29 francs, 17 fr. 75, 17 francs. — 12^e: 53 francs. — 15^e: 8 francs, 20 francs, 120 francs. — 20^e: 27 francs, 14 francs, 20 francs. — Vox (9^e): 10 francs, 10 francs, 12 francs, 15 francs. — J. R. (Argenteuil), 20 francs, 10 francs, 10 francs.

Au concours!

L'Administration de la Lutte Ouvrière va éditer une affiche de propagande pour le journal, format demi-colombier, en deux couleurs, illustré. Nous mettons au concours le dessin et le texte de cette affiche.

Les projets seront reçus à l'Administration de la Lutte jusqu'au 15 novembre.

Le sujet qui sera primé servira pour l'édition de l'affiche. L'auteur recevra en prime 80 francs de livres.

CONVOICATIONS

Comité d'administration de La Lutte Ouvrière. — Réunion lundi, à 6 h. local. Viel, Lyonnet, Clair, convoqués.

Les camarades libres le vendredi soir doivent se rendre au local, à partir de 21 heures, pour le pillage et l'expédition du journal.

Tenue des J. S. R. — Tous les J. S. R. doivent se procurer la tenue. En vente au centre au prix de 12 fr. Voir Lessart.

XI^e P. O. I. — Réunion tous les vendredis, lieu et heure habituels.

J. S. R. — Des chemises sont en vente au centre, au prix de 12 francs. Voir Lessart.

12^e arrondissement. — Permanence du P. O. I.: le dimanche, de 10 heures à 12 heures, au 79, faubourg Saint-Antoine. 15^e arrondissement. — Réunion du 15^e Rayon P.O.I. et J.S.R. tous les mardis, à 21 heures, Café Lagneau, 76, rue Mademoiselle. Sympathisants cordialement invités.

Saint-Denis. — Tous les jeudis soir, à 21 heures précises, 38, boulevard Jules Guesde, réunion obligatoire de cellule du P.O.I. et J.S.R. Sympathisants fraternellement invités.

Levallois-Perret. — Tous les mardis soir, à 20 h. 30, chez Jeanjean 73, rue Vallier, réunion obligatoire de cellule. Sympathisants fraternellement invités.

Nouzouville. — « La Lutte Ouvrière » se trouve chez Pilard, marchand de journaux. Pour tous renseignements concernant le P. O. I., s'adresser à Michon, à Levrézy, et à Marchall, Nouzouville. Saint-Etienne. — La « Lutte Ouvrière » est en vente tous les dimanches, au kiosque de la place du Peuple, côté gauche.

L'organe des Jeunesses Socialistes Révolutionnaires, « Révolution » est en vente au même endroit.

Marseille. — P. O. I. Rayon de Marseille. Permanence tous les samedis, 16, marché des Capucines (Bar), de 6 heures à 8 heures du soir.

Lille. — J. S. R., P. O. I.: Permanence tous les soirs, de 6 à 7 h. 16, rue Saint-Sauveur. Pour toutes demandes de renseignements, écrire au P. O. I. à l'adresse ci-dessus. La « Lutte Ouvrière » et « Révolution » se vendent régulièrement au Tabac de la rue Neuve (coin de Béthune) et tabac, 19, rue du Molinel.

Angers. — Permanence tous les jeudis, de 18 à 19 heures, au Café de la Mairie, 2, boulevard du Maréchal Foch.

« La Lutte Ouvrière » et « Révolution » sont en vente au kiosque rue Saint-Aubin (près du boulevard du Maréchal Foch).

BOURGES. — A partir du samedi, La Lutte Ouvrière est en vente à la Librairie Rousseau, rue Mirbeau.

TOULON:

« La Lutte » et « Révolution » sont en vente aux kiosques, place Puget, Martin, Bidouré, Noël, avenue Vauban.

Permanence du P. O. I., Civette de la Gare, tous les samedis, à partir de 20 heures.

J. S. R. — Cellule du 11^e. — Réunion jeudi, heure et lieu habituels.

P. O. I. — Cellule du 11^e. — Réunion vendredi, heure et lieu habituels.

J. S. R. — Cellule du 19^e. — Réunion tous les mardis, heure et lieu habituels.

P. O. I. — Cellule du 19^e. — Réunion tous les vendredis, heure et lieu habituels.

Mercredi 4 novembre, chalet du Cycle, Colombes, Orateurs des J.S., J.A.C., J.E.U.N.E.S., JSR.

Vendredi 6 novembre, contre les deux ans, 100, rue Cardinet, Paris-17.

Samedi 31 octobre, Poissy. P. O. I. — Rayon du 20^e. — Réunion chaque vendredi, à 20 h. 30, café 44, rue du Borrégo.

Permanence tous les dimanches matin, de 9 heures à 11 heures. Vente de la Lutte et Révolution. Bibliothèque.

J. S. R. — 20^e arrondissement. — Réunion mercredi, même heure, même adresse.

NICE. — La Lutte Ouvrière et les brochures du P. O. I. sont en vente chez Roques, 15, rue Assailit.

LYON. — Permanences P. O. I. et J. S. R. — Tous les jours, de 17 h. 30 à 19 h. 30, le samedi, de 14 heures à 20 heures, 41, rue d'Arvers.

La Lutte Ouvrière est en vente au kiosque du quai Jules Gourmand et à l'angle de la rue de la Barre.